



L'année 2014 s'est terminée par plusieurs commémorations autour des 100 ans d'urbanisme au Maroc. Des initiatives à succès très applaudies et souvent bien suivies.

De nombreux intervenants, pour la plupart des experts dans leurs domaines respectifs, ont été mis à contribution pour d'interminables conférences. Elles ont toutes traitées d'urbanisme, de mixité urbaine, de résilience et de gouvernance des territoires, d'habitat pour le plus grand nombre... autant de sujets passionnants assés à des auditoires professionnels intéressés et captifs. La science infuse de l'urbanisme a été diffusée dans toutes les tribunes de bon aloi et tout le monde s'accorde à dire que l'urbanisme marocain file un mauvais coton. Que les villes marocaines connaissent une anarchie urbaine paroxystique, que les bidonvilles sont difficiles à éradiquer et les logements sociaux pas si sociaux qu'ils le prétendent.

Ces dernières décennies, l'avenir des villes a été mis entre les mains d'une promotion immobilière privée avec la complicité soutenue d'une administration corrompue. Depuis Prost, et les architectes et urbanistes de talent qui l'ont accompagné dans son épopée marocaine, il y a longtemps que l'Etat a arrêté de faire des villes et se contente d'approuver des lotissements, des terrains à lotir qui s'étendent à perte de vue dans toutes les villes du Maroc. L'urbanisme de

## 100 ans d'urbanisme, et après ?

Écrit par

Jeudi, 12 Février 2015 09:43 -

---

rattrapage et celui des compromissions sont devenus la règle.

Les périphéries de nos cités s'étendent à perte de vue dans une anarchie qu'entretiennent à coups d'argent sale caïds et moqadems. Les lotissements clandestins, pourtant bien visibles, et les surélévations non autorisées qui transforment une petite unité unifamiliale en gratte-ciel de 6 étages, voire plus, déforment les quartiers. Nos banlieues ne sont que le résultat des compromis et petits arrangements entre agents corrompus et promoteurs véreux.

Loin de penser la ville, les administrations responsables de l'urbanisme sont devenues le lieu des tractations secrètes entre promoteurs immobiliers avides de gains rapides, et de responsables administratifs véreux qui sont prêts à vendre la ville au plus offrant.

Le drame de l'immeuble de Bourgogne, celui de Kénitra et bien d'autres, ne sont que les symptômes de ces dysfonctionnements de la gouvernance urbaine. Les responsables de ces drames, qui croupissent en prison, et d'autres qui vont bientôt les rejoindre, doivent nous alerter sur un phénomène : celui du laisser-aller et de l'incurie d'une administration irresponsable.

Comme le Maroc a su le faire pour d'autres secteurs, il suffirait, pourtant, d'une décision en haut lieu pour mettre en place des mécanismes efficaces pour lutter contre cette criminalité urbaine d'un autre ordre. Comme la mafia, elle peut se situer aussi bien au top management des organes en charge de la gestion urbaine des villes, ou tout simplement au niveau du quartier et des agents d'autorité, en fermant les yeux sur les contrevenants aux règlements municipaux des constructions. 100 ans après l'avènement de la ville moderne, n'est-il-pas temps de se poser les vraies questions ?

**Fouad Akalay**

## 100 ans d'urbanisme, et après ?

Écrit par

Jeudi, 12 Février 2015 09:43 -

---